

PREFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Direction
de la Coordination
des Actions et des Moyens
de l'Etat

ARRETE N° 2013120 - 0001

du 30 AVR. 2013

OBJET : Arrêté préfectoral de mise en demeure
Commune de VIVIEZ
Société Aveyronnaise de Métallurgie (SAM)

LE PREFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre I du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 autorisant la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE à exploiter ses installations de fonderie sur le territoire de la commune de VIVIEZ,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 janvier 2013,

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas les articles 2.6.1 et 2.7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant l'étanchéité des canalisations de collecte d'effluents pollués,

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 2.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant l'installation d'une vanne de confinement des eaux pluviales du site,

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 3.7.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant la mise en œuvre de la mesure en continu du débit d'éjection des fumées et des rejets atmosphériques de poussières des fours de fusion,

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant la mise en œuvre d'une étude de caractérisation et de quantification des émissions diffuses,

.../...

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 6.4.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant la mise en place des moyens de protection contre la foudre définis par l'analyse de risque et l'étude technique,

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant pour le dépôt de déchets d'aluminium, des éléments de construction du dépôt et des alvéoles présentant les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales visant à interdire la transmission d'un incendie vers les ateliers,

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant de stocker les poussières d'aluminium dans des récipients spécifiques munis d'un couvercle assurant une bonne fermeture en attente de leur enlèvement,

CONSIDERANT que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant l'actualisation de son étude de substitution de l'agent d'inertage SF6,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces écarts ne permettent pas de garantir que les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sont préservés,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

- A R R E T E -

Article 1 : Objet

La SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE dont le siège social est situé, Zone industrielle des Prades à VIVIEZ (12110), est mise en demeure de réaliser :

♦ Sous un délai maximal de 1 mois :

- une proposition technique chiffrée de réparation de la canalisation détériorée des effluents provenant de la tribofinition en application des articles 2.6.1 et 2.7.2 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 et un échéancier de réalisation des travaux (fin des travaux sous 6 mois),
- la pose de la vanne de confinement des eaux pluviales en application de l'article 2.7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011,
- la mesure en continu du débit d'éjection des fumées et des rejets atmosphériques de poussières des fours de fusion en application de l'article 3.7.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011,
- la couverture des récipients de poussières d'aluminium en application de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011,
- l'installation du détecteur d'ammoniac au dessus de la benne de refroidissement des crasses d'aluminium en application de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011.

♦ Sous un délai maximal de 3 mois :

- la mise en œuvre d'une étude de caractérisation et de quantification des émissions diffuses en application de l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011,
- une solution technique visant à interdire la transmission d'un incendie de la zone de stockage des déchets vers les ateliers en application de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011,
- l'actualisation de son étude de substitution de l'agent d'inertage SF6 en application de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011.

♦ **Sous un délai maximal de 6 mois :**

- la mise en place des moyens de protection contre la foudre définis par l'analyse de risque et l'étude technique en application de l'article 6.4.6 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011.

pour ses installations de fonderie situées sur le territoire de la commune de VIVIEZ.

Article 2 : Sanctions

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des suites pénales.

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois pour l'exploitant de l'installation et d'un an pour les tiers.

Article 4 : Ampliation et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron,

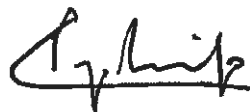
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées,

Le Maire de la commune de VIVIEZ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la :

SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE

Fait à Rodez le 30 AVR. 2013



Cécile Pozzo di Borgo

